



# Pacte de complaisance

*L'éditorial de Jean-Claude Mailly*

*mercredi 12 mars 2014*



Dès l'annonce du président de la République, le 31 décembre, sur le pacte de responsabilité, nous avons expliqué qu'il était impossible, donc illusoire, d'obliger les entreprises à embaucher ou augmenter les salaires.

Et que, dès lors, le deal entre « baisse des charges » et emploi/rémunération ne pouvait être qu'un marché de dupes.

Notre position est confirmée dans le relevé de conclusions signé (un Objet juridique non identifié) par les organisations patronales et trois organisations syndicales dont la CFDT.

De fait, rien sur les rémunérations, rien de concret sur l'emploi. Juste des discussions ou négociations à venir dans les branches sur des objectifs qualitatifs et quantitatifs.

C'est comme si votre employeur disait « j'ai l'objectif de vous augmenter », mais qu'il ne le faisait pas. Tout le monde sait depuis longtemps que les promesses n'engagent que ceux qui y croient.

Tout le reste n'est qu'habillage ou recyclage de discussions d'ores et déjà programmées. Le ministre du Travail lui-même explique que l'on n'est pas dans un processus de conditionnalité !

Sauf qu'en signant ce relevé de décisions, la CFDT et les deux autres syndicats laissent carte blanche au patronat et donnent un coup de main aux pouvoirs publics dans leur politique de rigueur ou d'austérité et vis-à-vis de la Commission européenne dont la logique néolibérale n'est plus à démontrer.

De fait, avaliser les 20 + 10 milliards d'allègements c'est aussi valider les 50 milliards de réduction sur trois ans des dépenses publiques, donc la remise en cause potentielle de la Sécurité sociale et des services publics.

En quelque sorte, la CFDT met un tampon ou un visa sur la politique économique actuelle, y compris sur les exonérations de cotisations patronales ! Son Secrétaire général a beau expliquer que cela ne doit pas gonfler les dividendes, rien ne l'interdit dans ce que son syndicat entend signer. Quand on ne veut pas perdre le bras on n'y met pas la main !

À force de vouloir donner des leçons à tout le monde, de confondre responsabilité et complaisance, de penser pouvoir mieux gérer les entreprises que les patrons, et l'État que les politiques, on en vient inéluctablement à céder les droits globaux des salariés pour un plat de lentilles.

À chacun sa conception du syndicalisme !

**En tout cas pour Force Ouvrière, la condamnation du pacte de responsabilité sera aussi au cœur de notre action du 18 mars.**